

Syndicalisme → La Fnsea et les associations spécialisées d'élevage réclament une hausse des prix à la production.

Les producteurs de viande lancent un ultimatum aux acheteurs

Dominique Barrau, secrétaire général de la Fnsea, est revenu sur la situation critique de l'élevage français en porcs, bovins viande et volailles dans une conférence de presse, le 26 octobre dernier. Au-delà de la poursuite des actions syndicales, il a annoncé qu'un courrier serait adressé à Philippe Chalmin, président de l'Observatoire de la formation des prix et des marges, dans le but "de lui préciser nos attentes" et de "lui soulever quelques lieux d'investigation intéressants, notamment en charcuterie. Nous sommes là pour l'aider s'il a des soucis dans la transparence".

15 novembre

Les éleveurs de porc, bovins et volaille, en crise pour certains depuis trois ans, attendent une hausse de leurs prix d'achat au



Dominique Barrau, secrétaire général de la Fnsea : "en quinze ans, le prix producteur, en viande bovine, est resté le même alors que le prix au consommateur a augmenté de 40%".

travers d'une meilleure répartition des marges au sein des différents opérateurs de leurs

filières. Jean-Bernard Sallat, secrétaire général adjoint des Jeunes agriculteurs, était venu confirmer les dires de Dominique Barrau, accompagné de Paul Auffray, secrétaire général de la Fédération nationale porcine (FNP), Jean-Pierre Fleury, secrétaire général de la Fédération nationale bovine, et Christian Marinov, directeur du Comité national pour la promotion de l'œuf. Tous ont rappelé la date de l'ultimatum pour une hausse des prix, le 15 novembre, lancé aux abatteurs, transformateurs et industriels ainsi qu'à la grande distribution.

"Le problème n'est pas dans l'envolée du prix des céréales qui n'est pas un mal français. Il est dans l'augmentation du prix de revient", continue Dominique Barrau. Il rappelle qu'"en quinze ans, le prix producteur, en viande

bovine, est resté le même alors que le prix au consommateur a augmenté de 40%. En porc, 6 kilos de saucisse sèche ou 5 kilos de jambon payés par le consommateur payent un cochon de 90 kilos !". De plus, le tiers des producteurs de porcs sont proches du dépôt de bilan et, en bovins viande, la moyenne des revenus est très inférieure à 12 000 euros par an. "En volaille, seuls ceux qui ne réinvestissent pas s'en sortent!", continue-t-il avant de préciser qu'"il doit bien y avoir une part de marge, en aval, pour payer le producteur".

L'évolution des cotations, signe d'un message entendu

Paul Auffray revient sur les dernières actions syndicales : "On sent un frémissement, une prise de conscience dans la filière par rapport au label Viande de porc française (VPF). Par contre, le problème de l'indication d'origine de la viande n'est pas réglé. Cela signifie que les industriels ont toujours la liberté de jouer sur les niveaux d'importations pour peser sur les prix français". La FNP a essuyé "un refus catégorique" des industriels face à cette indication d'origine. De manière plus globale, "les industriels et les distributeurs se regardent en chien de faïence. "Si tu bouges, moi je bouge", etc., aussi la situation n'évolue pas. Cela leur sert, bien sûr, mais au détriment de la filière". Il reprend : "Notre objectif n'est pas de leur déclarer la guerre mais de durcir le ton".

Pour Dominique Barrau, la date du 15 novembre permettra de voir "si le message est passé", en observant les cotations durant les trois semaines à venir. "En bovin, une hausse de +0,05 €/kilo serait souhaitable", selon lui. En attendant, les opérations de sticage en grande surface continuent et de nouvelles actions syndicales ciblées auront lieu dans les jours à venir.

Zoom

Porc et bovin, un marché verrouillé artificiellement ?

"FranceAgriMer, l'Institut de l'élevage, etc... tous donnent des chiffres qui montrent un marché de la viande bovine où la production est déficitaire en Europe. La disponibilité des pays tiers à l'import reste faible. La consommation est bonne d'après les différents panels de consommation. Tous ces éléments indiqueraient une hausse des prix à la production", commente Jean-Pierre Fleury. "Or, les prix ne sont pas là, donc, pour lui, le marché est verrouillé artificiellement". La vache laitière de réforme a perdu 0,04 €/kg alors qu'il "n'y en a plus ni en France, ni en Allemagne. Les jeunes bovins..., il n'y en a plus. La matière première n'est plus là et les prix ne suivent pas".

Selon lui, "les actions syndicales au niveau des cotations ont permis de démontrer que le marché est verrouillé".

Il dénonce aussi Carrefour avec son appel d'offres de 17 000 tonnes de viande perdu par la France, Casino, "le roi du Brésil, qui a su profiter de cet été pour faire rentrer de la viande plein les magasins", Metro et Pomona "qui ne font leur fortune et leur richesse qu'au travers des productions des pays tiers" ou encore Auchan" avec sa viande à moins de 1 €/personne.

Paul Auffray a le même sentiment pour la viande porcine. "Le prix est déconnecté de l'offre. Les acheteurs veulent acheter

un prix avant un volume", déclare-t-il amèrement. Pour lui, le marché du porc breton en est une excellente illustration, puisque les acheteurs se regroupent et "font le prix" avant d'acheter. "Si le prix n'est pas le leur, ils mettent les salariés de leurs abattoirs en RTT le vendredi suivant". Quant à la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD), "on a l'impression d'avoir été roulés dans la farine", ajoute-t-il. Pour Jean-Pierre Fleury, "le gain de productivité des éleveurs de ces dernières années est devenu comme une habitude sur laquelle les industriels se sont reposés pour pallier leur manque de compétitivité".